Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin

sociologues, Université du Québec à Montréal (UQAM)

(1997)

“Mais qu'est-ce donc qu'une société libérale ?

*Réponse aux interventions des professeurs
Behiels, Brunelle et Rouillard”*

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin,
[sociologues, Université du Québec à Montréal (UQAM)]

“Mais qu'est-ce donc qu'une société libérale ? Réponse aux interventions des professeurs Behiels, Brunelle et Rouillard”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 349-375. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

MM. Bourque, Duchastel et Beauchemin nous ont accordé leur autorisation de diffuser électroniquement toutes leurs publications dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriels : bourque.gilles@uqam.ca, duchastel.jules@uqam.ca;
beauchemin.jacques@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 7 décembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin
sociologues, Université du Québec à Montréal (UQAM)

“Mais qu'est-ce donc qu'une société libérale ?
Réponse aux interventions des professeurs Behiels
Brunelle et Rouillard”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 349-375. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Table des matières

[Introduction](#)

[Problèmes d'interprétations](#)

[Désaccords d'interprétation](#)

[Les rapports de l'État et de l'Église](#)

[Articulation des niveaux étatiques et sociétaux au Canada](#)

[Conclusion](#)

Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin
[*Sociologues, Université du Québec à Montréal (UQAM)*]

**“Mais qu'est-ce donc qu'une société libérale ?
Réponse aux interventions des professeurs Behiels, Brunelle et Rouillard”.**

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 349-375. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le panel de clôture du colloque « Duplessis et le duplessisme » avait pour thème « Les interprétations ». Il n'était pas précisé, si les intervenants devaient proposer leur propre thèse sur le duplessisme ou s'ils devaient critiquer les interprétations existantes. La parution relativement récente de notre dernier ouvrage sur la question ¹ explique sûrement le fait que trois des intervenants aient pris appui sur une critique sévère de l'ouvrage afin de proposer des éléments d'interprétation divergents. C'est dans ce contexte que nous avons demandé droit de réponse et que nous l'avons obtenu de bonne grâce des organisateurs.

Problèmes d'interprétations

Le terme interprétation renvoie spontanément à l'idée d'une herméneutique plus ou moins balisée par une méthode. Dans l'univers de la connaissance de la vie quotidienne, nul n'a besoin d'appuyer sa compréhension des phénomènes sur une méthode formelle. La tradition et

¹ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994. [Ouvrage en préparation pour Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

les préjugés (les préjugements, si l'on veut) suffisent à fournir un horizon à l'interprétation.² Dès que l'on s'approche de la connaissance formalisée des disciplines philosophiques ou scientifiques, une obligation de méthode s'impose. Dilthey³ reconnaissait la nécessité de distinguer l'herméneutique, à titre de science de l'interprétation des signes, de la compréhension comme phénomène d'appréhension globale des significations. Les sciences sociales que nous pratiquons vont plus loin en nous imposant des règles de méthode et de raisonnement. C'est dans cette perspective que nous avons proposé une interprétation globale du duplessisme. Cette interprétation se fonde sur un double processus de construction théorique et empirique de l'objet. Ce n'est pas dire qu'elle est pour autant incontestable, mais qu'elle peut être contestée sur ses propres bases. c'est-à-dire en tenant compte des propositions théoriques et des procédures méthodologiques que nous avons construites au cours des longues années qu'a duré la recherche. Les interventions de nos collègues⁴, sauf peut-être celle de Dorval Brunelle, ont malheureusement fait bien peu de place à ces considérations. Nous aurons l'occasion de voir dans le détail de quelle façon nos critiques ont ignoré plus ou moins systématiquement le point de vue théorique, pourtant clairement explicité dans le livre, à la faveur d'un glissement constant qui dénature nos thèses. Évidemment, à partir du moment où on ne parle plus du même objet théorique, il est difficile de pratiquer une critique qui ne soit pas en porte à faux. De même, les trois intervenants ont ignoré superbement le substrat empirique de notre ouvrage. Encore une fois, nous n'affirmons pas que notre méthode et notre analyse représentent le dernier mot sur la production discursive de l'époque duplessiste. Mais encore faudrait-il que, par respect pour la recherche, l'on tienne compte de ce travail pour ensuite, si l'on

² Hans G. Gadamer, *Vérité et Méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, 1976, 1996.

³ Wilhem Dilthey, *Le Monde de l'esprit*, 2 tomes, Paris, Aubier, 1947.

⁴ Notons que Dorval Brunelle consacre l'entièreté de son article à une critique de notre ouvrage, alors que Michael D. Behiels fait porter également sa critique sur notre ouvrage et sur celui de Léon Dion et que Jacques Rouillard traite de nos thèses de manière latérale dans des notes de bas de page et dans une annexe du chapitre 8 de ce volume (l'une de ses interventions en séance était beaucoup plus directement consacrée à notre livre).

veut, en contester les principes de construction ou en discuter les conclusions.

Bien plus, la critique de Behiels et de Brunelle ne porte pas tant ou uniquement sur la thèse sociologique mais sur l'intention politique qui serait la nôtre. Pour Behiels, c'est clair. « [...] les universitaires du Québec se sont donnés la tâche, un peu ingrate diront certains, de rétablir la réputation de Maurice Duplessis [...] Une société longtemps déstabilisée [...] valorise maintenant les valeurs et les normes profondément conservatrices de la période de Maurice Duplessis. » L'auteur qualifie notre travail de « nouvelle entreprise de révisionnisme néomarxiste basée sur l'analyse textuelle des discours politiques et religieux. » En somme, « la gauche nationaliste » résisterait au retour de l'État libéral classique. « Une partie de la nouvelle génération de notables se sert des idéologies nationaliste et sécessionniste pour présenter ses acquis socio-économiques et assurer ainsi son contrôle politique sur la société québécoise francophone. Elle veut maintenir en place, comme au temps de Duplessis, *une société communautaire au service exclusif des valeurs de la nation francophone du Québec*, tout en conservant une superstructure politico-économique libérale. » Il est vrai que ces propos emberlificotés ne sont pas faciles à comprendre. Mais il nous semble que ce qui en ressort, c'est que notre entreprise de recherche viserait la réhabilitation du duplessisme afin de contribuer au maintien, jusque dans ses manifestations contemporaines, d'une société ethnique.

La critique politique de Dorval Brunelle est beaucoup plus nuancée. Comme nous le verrons par la suite, notre collègue nous prête un certain nombre de thèses que nous avons peine à reconnaître. Selon l'auteur, nous opposerions, face à face, deux États (l'un québécois et l'autre canadien) et deux sociétés (québécoise et canadienne) sans voir que la société québécoise est déjà pluraliste et nécessairement articu-

lée à la société canadienne ⁵. La conséquence de cette prétendue confusion conceptuelle nous conduirait à une position analytique entretenant le projet d'une représentation moniste de la société et de la nation québécoises. Il en conclut :

En ce sens, l'opération inverse, celle qui consiste maintenant à relire le passé en appliquant la notion de société québécoise aux années Duplessis ne vise pas autre chose, si ce n'est de contourner à nouveau l'enjeu du pluralisme en dédouanant le recours à l'expression de Canadiens français de certaines de ses connotations exclusives.

En somme, dans des termes plus courtois, nous sommes renvoyés à un projet nationaliste, sinon ethnociste, du moins fermé au pluralisme. En cela, Brunelle semble entretenir à notre égard la même suspicion que celle qu'exprime Behiels en nous imputant l'improbable projet d'une réhabilitation du duplessisme. Il nous suffira de signaler à ce propos que la promotion du nationalisme québécois, s'il s'était agi là de notre objectif, emprunterait à travers une apologétique du duplessisme un bien coûteux détour. Ajoutons enfin, qu'il nous semble un peu malsain de chercher et de trouver si promptement les résonances politiques d'un travail qui n'a pourtant d'autre objectif que d'analyser le discours politique duplessiste et de proposer sur cette base une interprétation d'ensemble des cadres de la régulation des rapports sociaux durant cette période de l'histoire du Québec. La mise en lumière des visées politiques qui seraient les nôtres, et qui sont subodorées par

⁵ L'auteur nous accuse de faire « de la notion de société québécoise la simple transposition de la notion de société canadienne-française » et, ce faisant, d'escamoter cette épineuse question du pluralisme « au profit de la promotion d'une identité tout ce qu'il y a de plus moniste. » Nous le renvoyons aux pages 19 à 21 de notre livre pour l'éclairer sur la distinction que nous faisons entre société et communauté. Il en ressort clairement que nous ne confondons nullement la société québécoise, par définition multiethnique et plurinationale, et la communauté canadienne-française comme on avait coutume de la représenter alors sur une base ethnociste, ainsi que nous l'avons fait ressortir aussi bien dans ce livre que dans Gilles Bourque et Jules Duchastel (avec la collaboration de Victor Armony), *L'Identité fragmentée. Nation et citoyenneté dans les débats constitutionnels canadiens, 1941-1992*, Montréal, Fides, 1996.

nos critiques, cherche à disqualifier une entreprise en recourant au douteux procédé qui consiste à faire taire au nom d'une paradoxale rectitude politique rétroactive. Et nous voilà bien loin d'une critique scientifique de notre ouvrage.

Désaccords d'interprétation

[Retour à la table des matières](#)

Malgré les réserves qui précèdent, il nous semble nécessaire de revenir sur les questions de fond soulevées par les intervenants. Ces questions sont fondamentales et ne sauraient être résolues une fois pour toutes. Nous aborderons donc successivement la question du libéralisme et de la forme de l'État libéral, le rapport de l'État et de l'Église et le problème de l'articulation des divers niveaux étatiques et sociétaux au Canada.

Libéralisme et forme de l'État libéral

Il était risqué de proposer un titre comme celui qui coiffe notre livre, *La Société libérale duplessiste*. Behiels y voit l'intention de provoquer un « choc » et d'« attirer des lecteurs potentiels ». Brunelle se demande :

« est-il légitime de prétendre, de croire ou de laisser croire que l'on puisse qualifier de "libéral" l'état de société qui prévaut dans un contexte socio-politique donné alors même que la nature de l'idéologie, ainsi que certains des aspects du projet politique qui anime les autorités provinciales dans leur gouverne, se trouvent, dans une proportion non négligeable, placés en dehors des canons du libéralisme, voire en totale contradiction par rapport à eux ? »

Même si le titre de l'ouvrage n'est pas dépourvu d'intentions polémiques, nous croyons, par ailleurs, qu'il est légitime « de prétendre, de croire et de laisser croire » que le Québec sous le régime Duplessis constitue une société libérale, précisément en ce qu'elle est l'objet

d'une régulation économique, politique et sociale de type libéral. Cela ne doit pas être confondu avec le libéralisme ainsi que ne peuvent s'empêcher de le faire Dorval Brunelle ou Jacques Rouillard.

Nous ne sommes pas sans savoir que le terme libéral est profondément polysémique. Aussi nous sommes-nous employés à en délimiter le sens. Nous entendons d'abord par le concept de société libérale une société qui se reproduit sur la base d'une régulation politique caractéristique de la forme libérale de l'État moderne. Ainsi, nous prenons le soin de distinguer le concept de forme de l'État libéral et celui de libéralisme. Nous définissons le discours politique libéral comme étant celui qui contribue à la production et à la reproduction de cette forme de l'État libéral. Nous le distinguons donc du libéralisme. Si les deux choses ne sont pas totalement indépendantes, elles ne peuvent être confondues. De très brèves précisions suffiront à éclairer cette distinction. Le libéralisme constitue la philosophie politique sur laquelle la société moderne a voulu fonder ses institutions politiques et son ordre normatif. Le libéralisme, tel qu'il émerge progressivement de la philosophie au XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, de Hobbes à Mill en passant par Kant, Rousseau et Hegel, dégage en quelque sorte l'horizon sur lequel les sociétés modernes vont poser le procès de leur auto-institution pour le dire comme Lefort.⁶ Mais voilà, le libéralisme ne sera jamais dans l'histoire de la modernité que cet idéal jamais atteint, que la promesse jamais complètement tenue d'un monde de liberté et de justice placé sous la seule gouverne universaliste de la Raison et du Droit. Car, il est un fait, et nous sommes au cœur de la plus déterminante contradiction de la modernité, que naissent en même temps que l'idéal libéral des forces adverses qui toujours et de différentes manières vont venir le contrecarrer. Avec la liberté, la justice, l'égalité et le droit, adviennent aussi le marché et la domination. En un sens, on peut dire que le défi de la société moderne va consister à faire coexister les grandes valeurs politiques et éthiques du libéralisme et les forces dé-socialisantes et déhistorisantes libérées par le simple fait que le marché dans son déploiement est la négation même de ces grandes valeurs. En tant que fondements juridique et normatif des lois du marché, la liberté et l'égalité formelle ne sont pas le doublet de la

⁶ Claude Lefort, *Les Formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*, Paris, Seuil, 1978.

liberté et de l'égalité des citoyens réunis dans le politique, mais leur négation. Le marché rejette une conception de la liberté, de la justice ou de l'égalité qui ne serait pas immédiatement assujettie à ses nécessités fonctionnelles et qui, par exemple, conduirait à vouloir le civiliser (dans le projet social-démocrate par exemple). Cela signifie finalement que la société libérale dans l'impossibilité de le réaliser pleinement s'évertue à faire vivre son idéal. La société libérale n'a jamais été la pure incarnation du libéralisme. Tout au plus a-t-elle fait de lui l'inspiration de ses institutions imparfaitement démocratiques, la base toujours un peu trahie de son discours politique, la référence fragile et toujours menacée d'une certaine conception de la cohésion sociale. À ce titre, la société libérale duplessiste constitue une certaine traduction du libéralisme dans le cadre socio-historique particulier que représentent pour elle un cléricalisme persistant au *XXe* siècle et une situation minoritaire dans l'espace national canadien.

Nous examinerons d'abord la critique de Dorval Brunelle parce qu'elle est la seule à faire écho aux propos théoriques que nous tenons dans le livre. Si ce critique semble, en effet, suffisamment comprendre notre thèse pour la résumer succinctement, il nous avertit d'emblée que son « argumentation se déploiera sur un terrain qui ne correspond pas en tout point à celui qui est couvert par les auteurs ». C'est honnête de le reconnaître, mais voilà peut-être la raison pour laquelle il aboutit si rapidement à un « désaccord épistémologique ». Les quelques lignes qu'il consacre à nos thèses nous laissent croire qu'il nous a bien lus. Mais, aussitôt, il change de terrain bien avant que son texte, en deux parties, ne passe de l'exposition de *La thèse* à celle de *La critique*. Nous nous en tiendrons ici à la dispute qu'il nous fait au sujet de l'emploi du terme libéral quitte à revenir, dans une autre section, sur sa critique plus fondamentale susceptible de « grever [notre] analyse dans son ensemble d'une invalidité première ». Brunelle s'en prend à la légitimité même du titre *La Société libérale duplessiste*. Il nous explique d'emblée que la société libérale renvoie fondamentalement au problème de l'existence de la société civile et il s'emploiera à nous montrer que celle-ci n'existe pas pleinement dans le Québec duplessiste. Il affirme également que le vocable *duplessiste* renvoie avant tout à « la logique de l'action politique et administrative mise de l'avant dans un contexte socio-politique précis ». En somme, il n'aurait pas fallu nous inscrire dans une problématique des formes de l'État et

nous aurions dû abandonner l'idée de saisir la réalité politique à travers le discours, car ces choix nous auraient conduits directement à trois calamités : soutenir « une vision épique de l'État québécois », oblitérer « la richesse historique des luttes politiques et sociales engagées sur place » et « commettre un jugement de valeur qui [lui] apparaîtrait rien de moins que contre-intuitif. »

Nous reviendrons sur notre vision épique (ethnique ?) de l'État québécois. Quant à l'oblitération de la richesse historique des luttes politiques, Dorval Brunelle nous fait une bien drôle de querelle. Il nous reproche, somme toute, de ne pas avoir tout dit en même temps et dans le bon ordre qui paraît être le sien, ou encore il nous accuse d'avoir analysé et pris au sérieux ce que nous avons étudié. Rappelons que, dans l'ensemble de nos travaux sur le duplessisme comme dans ce livre, nous avons longuement référé aux conditions extradiscursives de production du discours politique dominant durant la période. Nous avons cependant toujours pensé que ce seul rappel était tout à fait insuffisant pour comprendre la nature de la contribution du discours politique à la production de la société québécoise durant la période. Voilà, sans doute, ce qui nous aurait condamné à commettre le jugement de valeur contre-intuitif qui consiste à affirmer que le discours politique duplessiste s'acharne à la reconduction d'une régulation politique de type libéral. Alors que notre approche théorique s'appuie sur un ensemble d'auteurs ⁷ qui s'entendent, au-delà de leurs divergences, sur une typologie des formes de l'État et que, précisément, nous disons que l'État au Canada est en voie de transition de la forme libérale à la forme providentialiste, Brunelle nous ramène au thème assez limité du libéralisme. Voyons comment il en fait varier le contenu. Sur le plan économique, il oppose au libéralisme économique, dont il ne peut contester l'existence au Québec, le protectionnisme de

⁷ Georges Burdeau, *Traité de science politique. Tome 6 : L'État libéral et la démocratie gouvernée*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1987 ; Jacques Donzelot, *L'Invention du social : essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984 ; François Ewald, *L'État-providence*, Paris, Grasset, 1986 ; Karl Polanyi, *La Grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 ; Pierre Rosanvallon, *La Crise de l'État-providence*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.

l'économie duplessiste ⁸. Sur le plan politique, il place le conservatisme duplessiste aux antipodes de toute position politique libérale ⁹. Ces arguments à peine avancés, l'auteur reconnaît pourtant qu'ils ne peuvent, à eux seuls, invalider notre thèse puisque des États libéraux pratiquent et ont pratiqué le protectionnisme et le conservatisme.

⁸ Ce qui s'oppose normalement au protectionnisme, c'est le libre-échangeisme. Il faut noter que ce dernier n'a jamais été appliqué sans réserve dans la plupart des pays. Citons Habermas : « C'est ainsi que le libre-échange - conséquence de la libre concurrence sur le marché extérieur comme au sein du commerce intérieur - a déterminé toute cette phase du capitalisme que l'on a appelée libérale. On a pris en effet l'habitude d'inférer la nature du capitalisme à partir de cette forme spécifique du marché réglé par la libre concurrence ; mais il ne faut pas oublier, à cette occasion, que le capitalisme n'a revêtu cette forme que le temps d'une brève et florissante période de sa longue histoire. Cette forme spécifique est en effet le produit d'une conjoncture historique unique, celle de l'Angleterre au tournant du *XVIII*^e siècle. Même à l'apogée de cette ère libérale - au milieu du *XIX*^e siècle - les autres pays n'ont jamais appliqué sans réserves les principes du laisser faire au commerce international. » Jürgen Habermas, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978, pp. 88-89.

⁹ Nous avons beaucoup de difficulté à suivre Dorval Brunelle sur son terrain lorsqu'il affirme : « Ensuite, au niveau rhétorique, le credo duplessiste, loin d'être libéral, est conservateur ; il est nationaliste, voire même carrément réactionnaire dans son approche de la question sociale, en particulier. » Sur la question du rapport entre le libéralisme et le conservatisme dans l'État libéral, il nous suffira de renvoyer au texte de ce recueil signé par Jacques Beauchemin. Nous nous permettrons cependant d'ajouter que le libéralisme a inspiré des positions nettement réactionnaires sur la question sociale depuis la fin du *19*^e siècle (François Ewald, *L'État-providence*, 1986) et a fortiori durant la période des transformations du rôle de l'État, initiées à partir des années trente du *20*^e siècle. Quant au fait que le duplessisme ne serait pas libéral parce qu'il pratiquerait une rhétorique nationaliste, il faudrait rappeler qu'une telle assertion ne peut être faite que dans l'ignorance de l'histoire du libéralisme. Comme le fait très bien ressortir Will Kymlicka, (*Multicultural Citizenship*, New York, Oxford University Press, 1995), le libéralisme du *XIX*^e siècle et d'une partie significative du *XX*^e siècle demeure une pensée politique profondément nationaliste. Il est vrai qu'il s'agissait dans la plupart des cas de nationalismes de grande nation.

L'auteur en arrive donc à son argument de fond qui consiste à dire que la société civile n'existe pas pleinement au Québec des années 1940 à 1960. Le premier critère qui ferait du Québec une société ne répondant pas « à certaines exigences de base dans la définition de la société civile, au sens juridique du terme », c'est qu'elle « n'avait même pas établi d'étanchéité normative entre les ordres séculier et religieux à l'intérieur même de son propre Code civil. » Selon le deuxième critère, « le principe d'universalité y était inopérant [...] la jouissance des droits n'appartenait pas à tous indistinctement ». Il faut d'abord noter que Dorval Brunelle utilise un concept de la philosophie politique, celui de société civile, qui est étranger à notre problématique. Nous n'en avons pas moins abordé les problèmes qu'il soulève en référant aux rapports entre la sphère privée et la sphère publique dans le cadre de la forme de l'État (libéral) et en soutenant que c'est dans la relation entre ces deux sphères que l'on peut saisir l'institutionnalisation de la société moderne. Nous savons, comme Dorval Brunelle, que l'État démocratique, dans sa forme libérale (disons, à seule fin de nous situer, du deuxième tiers du 19^e siècle aux années trente du 20^e siècle et jusqu'aux années soixante dans certaines régions), s'est constitué sur la base du principe de l'universalité et de la séparation de l'Église et de l'État (ou, si l'on préfère, de la sécularisation). Mais, faut-il le rappeler, ces principes n'ont pas été réalisés spontanément et immédiatement. Il est ironique de voir que Brunelle, qui nous reproche d'ignorer « la richesse historique des luttes politiques et sociales » et « de plaquer sur ces rationalisés un cadrage théorique qui conduit à une désubstantialisation des enjeux », tombe dans le piège qu'il dénonce en jugeant l'état de la société sur la base de critères abstraits de la philosophie politique (sécularisation et universalisation), à l'abri de toute historicité.

La démocratie libérale ne peut être saisie comme un être en soi, mais comme un processus, une potentialité dont le développement et l'approfondissement demeureront soumis aux luttes sociales. L'étanchéité normative entre le séculier et le religieux, de même que l'universalité ne sont pas plus réalisés sur le plan éthico-politique dans la société libérale que l'hypothétique égalité des individus sur le marché. Ces piliers de la représentation libérale agissent comme référents à la pratique. Ils ont parfois, et même souvent, une réalité politique et servent, dans d'autres contextes, de points d'appui à des revendications sociales qui visent la pleine réalisation de leur potentiel émancipateur

(le mouvement syndical et le droit à la reconnaissance, le mouvement des femmes et la revendication universaliste de l'égalité). Mais, comme le font remarquer Bowles et Gintis, « le suffrage universel et les libertés civiles qui vont en général de pair avec la démocratie libérale n'existaient tout simplement dans aucun pays avant la Première Guerre mondiale ; et seule une poignée de nations s'en approchait plus ou moins loin ». ¹⁰ Faudrait-il pour autant soutenir que les États anglais, français et américains du XIXe siècle et du début du XXe siècle n'étaient pas des États libéraux ? On pourrait bien sûr multiplier les exemples et les contre-exemples, aussi bien à propos de la sécularisation que de l'universalité. L'histoire de l'extension du suffrage universel et des droits sociaux montre très bien qu'il s'agit là de processus qui s'inscrivent au cœur même de l'État libéral. Faudrait-il soutenir que la Suisse n'a jamais constitué une société libérale avant les années quatre-vingts du XXe siècle parce que jusque-là les femmes n'avaient pas droit de vote dans tous les cantons ? À contrario, devrait-on avancer que la société civile ne s'est jamais constituée sur la base des principes du libéralisme dans aucun État libéral puisqu'il a fallu attendre le passage à l'État-providence pour que soit effectivement réalisée (et de façon fort inégale selon les pays d'ailleurs) l'universalité des droits sociaux ?

La question des rapports entre l'Église et l'État est en tout point identique. Le fait que la sécularisation ait été réalisée beaucoup plus lentement dans les pays catholiques que dans les pays protestants suffit-il pour considérer que, dans le premier cas, l'État n'était pas libéral et la société demeurait traditionnelle ? De 1802 à 1905 en France, sous le concordat entre l'Église et l'État, sommes-nous en face d'un État absolutiste et d'une société traditionnelle ? Bien sûr, une discussion plus serrée devrait nous amener à traiter du cas des sociétés régionales dans l'État libéral. On peut parier que la réalisation des principes de l'universalité et de la sécularisation s'y effectue de façon significativement plus lente, surtout en pays catholiques. Mais si d'aventure on s'avisait de décréter qu'il s'agissait invariablement de sociétés non libérales et traditionnelles, on risquerait fort de déboucher sur un paradoxe aussi drôle qu'inconfortable. L'État libéral et la

¹⁰ Samuel Bowles et Herbert Gintis, *La Démocratie post-libérale : essai critique sur le libéralisme et le marxisme*, Paris, La Découverte, 1987, p. 89.

société libérale ne se seraient finalement déployés que dans quelques mégalo-
poles.

Nous serons plus brefs en ce qui concerne les professeurs Behiels et Rouillard. Pour ce dernier, le terme libéral ne peut que renvoyer au libéralisme en tant qu'idéologie opposée au cléricalisme, voire à l'ultramontanisme. Son propos s'inscrit donc au sein d'une opposition entre la « famille idéologique libérale » et le cadre idéologique du « conservatisme clérical ». Le libéralisme est, pour lui, une philosophie consistant « à croire que les hommes sont de par leur nature des êtres libres et autonomes et qu'ils ont, de ce fait, en eux les éléments essentiels de leur conduite. » Son analyse consiste à montrer que le libéralisme, qui s'est développé dans un ensemble d'institutions québécoises déjà depuis 1840, s'affaiblira à partir de la crise des années 1930, sous l'influence du gouvernement de Maurice Duplessis. Profondément inspiré par le conservatisme clérical, son régime s'appuierait sur les valeurs inscrites « dans le courant idéologique que propage l'Église catholique depuis le milieu du XIXe siècle », favorisant un modèle corporatiste de chrétienté urbaine. Il n'aurait, somme toute, rien à voir avec le cadre idéologique du libéralisme. Cet auteur situe donc son discours à un tout autre niveau et ne s'arrête, à aucun moment, ni sur la dimension théorique de nos thèses, ni sur l'aspect empirique de nos recherches. Il aurait pourtant été intéressant de discuter, au moins sur le plan empirique, de la présence ou non dans le discours politique duplessiste de certaines des valeurs qui caractérisent, selon lui, le libéralisme. Au contraire, s'appuyant implicitement sur un ensemble d'éléments pigés dans l'historiographie de la période, l'auteur énumère en vrac un ensemble de valeurs religieuses que ferait siennes l'Union nationale. Deux mille pages de discours des diverses institutions politiques, systématiquement explorées et n'accréditant nullement un point de vue aussi unilatéral, ne semblent pas avoir fléchi la conviction de l'auteur.

Michael Behiels, quant à lui, nous concède qu'il y a bien un État libéral sous Duplessis, mais que celui-ci est de forme classique et non « développementale » et qu'il s'agit de « l'État libéral le plus régressif du monde occidental. » L'auteur ne développe pas suffisamment sa thèse pour qu'il soit possible d'en débattre. Mais nous pouvons répondre que, selon nous, il s'agit bien d'un État libéral réformé ou « déve-

loppemental » puisque l'État a déjà commencé à intervenir dans les domaines de la régulation sociale ¹¹. Quant au titre mondial d'État libéral le plus régressif, il faut tout de même avouer qu'aucune étude comparative sérieuse ne permet d'accréditer une telle thèse ¹². Mais puisque Behiels s'autorise une lecture très politique de notre livre, pouvons-nous hasarder que cette thèse correspond bien à l'idée que s'est longtemps faite le Canada anglais d'un Québec attardé ?

Les rapports de l'État et de l'Église

[Retour à la table des matières](#)

Nos trois critiques abordent, d'une manière ou d'une autre, la question des rapports de l'État et de l'Église. S'il existe un consensus à propos de l'étude de la période duplessiste, c'est bien l'importance du rôle et de la place de l'Église dans la société. Nous affirmons d'ailleurs, dans l'introduction du livre :

Personne ne saurait nier l'importance de l'Église comme institution ni le fait que le haut clergé compte parmi les forces sociales dominantes de cette époque. ¹³

Behiels nous reproche pourtant de « [minimiser] le contrôle que l'Église catholique exerçait sur l'État libéral du Québec. » Son point de

¹¹ Ce que tend à accréditer Jacques Rouillard, bien que celui-ci minimise la portée de ces interventions. Rouillard, à partir des travaux de Michel Pelletier et Yves Vaillancourt (*Les Politiques sociales et les travailleurs*, Cahier II, Montréal, Texte ronéotypé, 1975), ne montre pas tant que le régime Duplessis résiste à toute intervention dans le domaine social mais qu'il s'oppose au passage à une nouvelle forme de régulation providentialiste.

¹² Il est possible de faire l'hypothèse contraire selon laquelle des provinces canadiennes, états américains ou régions européennes de l'époque se comparent assez bien à la situation du Québec.

¹³ Gilles Bourque, Iules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*, p. 31. [Texte en préparation pour Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

vue se fonde sur l'argument, déjà évoqué, que le Québec est caractérisé par la forme classique de l'État libéral qui accorde une place démesurée à l'Église, par contraste avec les autres provinces, elles-mêmes définies par la forme « développementale » de l'État libéral associée à la sécularisation. Brunelle, sans se prononcer sur la question de la primauté de l'une ou de l'autre institution, s'emploie à démontrer l'incomplétude de la société civile au Québec en raison de la non-séparation du profane et du sacré. Quant à Rouillard, il développe très longuement son interprétation selon laquelle le duplessisme se caractérise par son inféodation au conservatisme clérical. Il s'étonne donc que nous puissions concevoir la subordination de l'Église à l'État. Pour lui, « l'Église n'accepte pas d'être cantonnée dans la sphère privée comme le conçoit l'État libéral. [...] mais elle cherche à subordonner le pouvoir politique à sa vision du monde. » En accord avec Brunelle, il affirme qu'« un État libéral, en principe, défend la séparation des pouvoirs temporel et spirituel. »

En somme, deux questions sont en jeu. Laquelle des deux institutions subordonne l'autre ? et jusqu'à quel point le Québec représente-t-il une situation particulière ? Nous proposons, dans notre livre, la thèse que si le Québec est bien le lieu d'un triple procès d'institutionnalisation caractéristique de la modernité, l'Église ne peut que se soumettre à l'ordre politique et, en ce sens, devenir une institution qui participe à la régulation politique de type libéral. Ni l'importance numérique des « fonctionnaires » de l'Église, ni la forte présence de son idéologie ne suffisent à infléchir cette logique de soumission aux institutions de la modernité. Nous n'avons jamais prétendu que cette participation était toute fonctionnelle et qu'elle ne suscitait pas de contradictions. Tout au contraire, dans le chapitre réservé à l'intervention de l'Église dans le discours politique dominant durant la période, nous avons tenté de montrer comment l'importance des institutions cléricales au Québec contribuait à la particularité de la société québécoise. Il faut, par ailleurs, noter que si la sécularisation est un processus irrémédiable engagé au moment du passage à la modernité, il n'en demeure pas moins que bien des pays occidentaux en ont vu la pleine réalisation bien après l'instauration des institutions de la modernité. Nous avons d'ailleurs cité Hubert Guindon à ce propos :

Dans la plupart des pays catholiques, par contre, la sécularisation des institutions sociales ne s'est produite que dans la seconde moitié du XX^e siècle. ¹⁴

Le Québec ne serait donc pas le seul à connaître ce phénomène. Même si nous refusons la thèse de la dominance de l'Église sur l'État, contrairement aux dires de Behiels et Rouillard, nous n'en sous-estimons pas l'importance. C'est pourquoi nous avons écrit à propos de la présence de l'Église dans cette « société libérale périphérique au sein d'un État cléricalisé » :

D'autre part, étant donné son caractère autoritaire et très centralisé, l'Église catholique, dans un tel contexte, peut envahir une grande partie de la sphère privée. Elle est ainsi devenue l'une des instances de la définition de la nation et, tout en s'affirmant comme l'une des principales forces sociales au sein du bloc au pouvoir, elle a participé de façon décisive à la cléricalisation de la régulation politique. ¹⁵

Articulation des niveaux étatiques et sociétaux au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Nous devons à Dorval Brunelle la lecture à la fois la plus serrée et la plus critique de notre livre. Comme nous l'avons déjà dit, les quelques phrases qu'il consacre à rendre compte de nos thèses nous laissent croire, dans un premier temps, qu'il a bien compris le contexte et le sens de notre travail. Alors pourquoi en arrive-t-il si rapidement à ce désaccord épistémologique ? Nous soumettons l'hypothèse que ce désaccord se fonde sur une incompréhension de certains éléments névralgiques de notre propos. Nous tenterons de faire comprendre comment un glissement progressif dans l'interprétation de nos thèses abou-

¹⁴ Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990, p. 33.

¹⁵ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*, p. 320.

tit à une représentation qui les dénature entièrement. Nous tâcherons également de montrer comment ce glissement est nécessaire au critique pour justifier sa compréhension politique de notre travail qui proposerait la défense d'une conception épique, moniste - et pourquoi pas ethnique - de la société québécoise.

Le point d'achoppement qui grève notre « analyse dans son ensemble d'une invalidité première » se trouverait dans le présupposé selon lequel « l'on *pose*, au point de départ, une étanchéité liminaire entre deux formes d'État qui ne correspond ni au statut juridique de la *province* (souligné par l'auteur) de Québec dans le fédéralisme canadien ni à l'économie politique qui est sanctionnée dans l'espace canadien à l'époque. Enfin, cette étanchéité liminaire ne correspond pas à la place objective occupée par l'économie canadienne à l'intérieur de l'économie continentale... ». Au plan de l'écriture, notre critique emploie indifféremment le substantif *présupposé* et le verbe *poser* entre lesquels il existe pourtant une différence importante. Les présupposés sont le plus souvent inconscients alors que le fait de poser quelque chose implique une action théorique délibérée. En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas avoir jamais posé une telle « étanchéité liminaire entre deux formes d'État ». Mais peut-être Brunelle présuppose-t-il que nous la posons. En tout cas, c'est absolument nécessaire pour lui de le croire afin d'asseoir la suite de son raisonnement.

Si nous posions l'étanchéité entre deux formes de l'État, il en découlerait tout naturellement que nous poserions « à rebours en quelque sorte, une étanchéité correspondante entre deux États, deux sociétés, deux économies ». Cela nous conduirait tout aussi sûrement, sur le plan empirique, à favoriser un type de discours « aux dépens de la parole contestataire des formes et contenus de la gouverne duplessiste... ». Alors un tel point de vue ne pourrait que soutenir « une approche centrée sur une vision épique de l'État québécois, avec son économie et sa société en tant qu'entités séparées d'un État autre, l'État canadien avec son économie et *sa* société. » En conséquence, en une implacable logique, nous ne viserions, en dernière analyse, qu'à contourner l'enjeu du pluralisme.

Serions-nous aussi naïfs dans le domaine de la sociologie politique de l'État canadien et d'une telle étroitesse d'esprit dans l'analyse de la

société québécoise ? En 1983, alors que nous étions au tout début du projet Duplessis, nous avons publié, dans *Espace régional et nation* ¹⁶, un texte intitulé « L'État canadien et les blocs sociaux ». Après avoir fait référence à un grand nombre d'analystes de la scène canadienne et québécoise dont Dorval Brunelle, nous écrivions :

Abandonnant des problématiques qui réduisaient l'analyse de cet État [canadien] au simple affrontement entre deux seules nations ou, au contraire, dissolvaient toutes ses contradictions sous la seule notion de régionalisme utilisée dans une perspective fonctionnaliste, ces travaux ont insisté sur la nécessité d'analyser le Québec comme un espace (social, régional, national) tout entier produit dans son rapport constitutif à l'État canadien. ¹⁷

Nous ajoutons pour rendre notre projet encore plus clair :

Le Canada présente les traits d'une formation sociale nationale. En ce sens, l'analyse de l'un ou l'autre de ses appareils politiques (fédéral ou provincial) ne pourra trouver sa véritable dimension que dans son rapport à l'unité qui caractérise cette formation sociale et qui donne son sens et sa cohérence (toujours relative) à la place qu'occupe cet appareil. ¹⁸

C'est cette perspective qui a guidé nos travaux de recherche et qui se reflète dans le dernier ouvrage que nous avons publié sur le régime Duplessis ¹⁹. Certains passages de ce livre illustrent combien nous sommes d'accord avec Brunelle quand il soutient que « l'État canadien représente rien de moins et rien de plus que la somme des gouvernements fédéral et provinciaux. » Nous avons écrit :

¹⁶ Gérard Boismenu et al., *Espace régional et nation : pour un nouveau débat sur le Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983.

¹⁷ Ibid., p. 134.

¹⁸ Ibid., p. 135.

¹⁹ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*, 1994.

On constatera dès lors que l'Union nationale exerce le pouvoir au sein d'un gouvernement régional constitué dans le cadre d'un État fédéral, moderne et libéral. ²⁰

Le duplessisme, rappelons-le, représente un pouvoir politique régional, c'est-à-dire provincial dans le cadre du fédéralisme canadien. ²¹

Nous considérons donc l'État provincial québécois des années 1944 à 1960 comme un pouvoir politique libéral cléricalisé au sein d'une société (distincte) où se reproduit principalement une nation dominée dans l'ensemble canadien. ²²

C'est dans cet esprit que nous avons consacré le premier chapitre de l'ouvrage aux débats constitutionnels de l'époque. Nous avons voulu poser dès le départ que l'essentiel des enjeux politiques de la période, loin de se réduire à un simple affrontement entre deux nationalismes et à la question du partage des pouvoirs au sein de la fédération, portait sur le processus du passage à l'État-providence au Canada et au Québec. Ni sur le plan théorique, ni sur celui de l'analyse empirique, nous n'avons proposé cette aberration selon laquelle il existerait deux États au Canada. Ainsi, la résistance duplessiste relativement efficace au providentialisme n'implique aucunement que l'on pose une stricte séparation des États provinciaux et fédéral. Au Canada, le passage à l'État-providence a été compliqué du fait de la forme de régime et, plus spécifiquement, de l'étendue des pouvoirs afférents à la régulation sociale impartis aux provinces en vertu de l'Acte confédératif. Il n'est nul besoin d'insister sur ce fait bien connu que les provinces ayant juridiction sur les domaines de la santé, de l'éducation et de l'assistance sociale ont été en mesure de résister efficacement aux volontés fédérales de passage au providentialisme. Nous savons, d'ailleurs, que ce dernier s'est construit par étape et que le gouvernement fédéral, pour l'imposer, a dû recourir à une stratégie latérale largement fondée sur son fameux « pouvoir de dépenser ». Il est pour le moins étonnant que ces éléments qui relèvent de l'abécédaire constitutionnel canadien

²⁰ Ibid., p. 14.

²¹ Ibid., p. 318.

²² Ibid., p. 321.

soient oblitérés dans une critique si attentive aux hypothétiques lacunes épistémologiques que son auteur en oublie sa petite histoire nationale.

Venons-en, enfin, à notre lecture « épique » du duplessisme qui nous conduirait à contourner l'enjeu du pluralisme. À vrai dire, Dorval Brunelle se fait beaucoup moins clair à ce propos. L'écriture oscille ici entre le procès d'intention (les fameux présupposés qui nous amènent à poser) et la dénaturation de notre démarche. Tentons d'être plus limpide. Si nous avons bien compris, nous contournerions de deux manières les fameux enjeux : en nous restreignant, d'une part, à l'analyse du discours politique dominant, et, d'autre part, en préférant le concept de société québécoise à celui de société canadienne-française. Et si tel était bien le cas, l'entièreté de notre projet demeurerait soumis au nationalisme ethnociste.

Nous avons effectivement étudié le discours politique dominant au sein d'une société régionale. Il faut certes une imagination fertile pour comprendre en quoi cela aurait pu nous condamner derechef à contourner le pluralisme. En quoi, par exemple, l'analyse du discours dominant aux États-Unis, en France, au niveau fédéral canadien ou en Catalogne condamnerait-il de malheureux sociologues à faire fi de la pluralité au sein de ces sociétés ? Nous n'avons jamais prétendu que le discours duplessiste représentait la seule parole politique au sein de la société québécoise. Nous n'avons non plus jamais affirmé que le duplessisme se limitait à encadrer la seule communauté canadienne-française sur une base étroitement ethnique. Nous savons que des anglophones ont voté pour l'Union nationale et que plusieurs parmi eux étaient catholiques. Tout le monde sait que le régime a été appuyé par plusieurs membres de la bourgeoisie et de la presse écrite anglophones. Quel étrange procès ! Si d'aventure nous nous risquions à analyser l'autonomisation actuelle du marché mondial, nous accuserait-on de favoriser le capitalisme sauvage ? Nous avons, croyons-nous, insisté suffisamment sur le caractère rétrograde du discours disciplinaire de l'Union nationale et des évêques, sur la dimension réactionnaire de leur résistance au passage à l'État-providence et sur l'ethnisme que véhicule la conception duplessiste du nationalisme canadien -français pour qu'on nous épargne une telle chasse aux présupposés.

Mais, paraît-il, nous ne serions pas au bout de nos peines. Nous ferions finalement preuve de contournement de pluralisme en proposant d'utiliser le concept de société québécoise plutôt que celui de société canadienne-française. Puisque le lecteur peut se référer à l'article de Gilles Bourque dans le présent recueil, il nous suffira de souligner en terminant que Dorval Brunelle ne manque pas de trébucher sur la logique de ses propres présupposés. C'est précisément parce que, selon nous, le concept de société canadienne-française ne rompt pas clairement avec l'ethnisme caractéristique de ce qu'on a appelé la pensée canadienne-française que nous lui avons préféré celui de société québécoise. Le concept de société canadienne-française demeure, en effet, inséparable de cette conception naguère dominante des rapports sociaux qui séparait, en deux solitudes, la race canadienne-française catholique et la race anglo-saxonne et protestante. En d'autres termes, c'est précisément au nom de l'enjeu du pluralisme que nous proposons d'utiliser, même pour une période antérieure à 1960, le concept de société québécoise. Bien sûr, contre vents et marées, Dorval Brunelle demeure bien libre de présupposer que, pour nous, le concept de société québécoise ne serait qu'une simple retraduction de l'idée de nation québécoise. À la seule fin de prendre acte, nous n'en rappelons pas moins que, après avoir souligné que « la société québécoise actuelle est une société régionale moderne, programmée ou post-moderne, comme on voudra, mais multiethnique et multinationale », nous avons ajouté :

Aussi, même si l'on peut découvrir, dans la période que nous étudions, certains des traits du traditionalisme dans certaines institutions, chez certains groupes sociaux et dans certaines régions, la nation canadienne-française ne peut être considérée comme une société (quel qu'en soit le type, traditionnel ou moderne) puisque les procès sociétaux qui la produisent la dépassent en très large partie. ²³

²³ Ibid., p. 21.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

La parution de *La Société libérale duplessiste*, on en conviendra peut-être, aura au moins eu le mérite de relancer le débat sur cette période quasi honteuse de l'histoire du Québec, du moins pour cette nouvelle génération d'intellectuels laïcs qui s'est affirmée durant les années 1960. Mais, qu'on le veuille ou non, ce travail de réinterprétation n'en paraît pas moins encore marqué par ce que Jocelyn Létourneau a appelé le grand récit de la Révolution tranquille.²⁴ Toute nouvelle proposition analytique semble susciter spontanément la méfiance comme s'il y avait risque qu'elle fasse oublier les dimensions réactionnaires du régime. Ainsi, soupçonne-t-on les uns et les autres de tenter de « réhabiliter Duplessis ». L'histoire serait un tribunal et la cause devrait avoir été entendue. Il faut être pour ou contre le personnage et son régime. Le jugement de valeur, avoué ou présupposé, constitue en conséquence l'horizon incontournable des débats. Les réactions à notre livre en témoignent : le qualificatif « libéral » paraît spontanément reçu comme un synonyme de « progressiste » et dès lors le jugement surgit immédiatement : Bourque, Duchastel et Beauchemin tentent de réhabiliter Duplessis. Nous n'avons reçu jusqu'ici aucun commentaire sérieux sur les dimensions empiriques de nos travaux, comme s'il s'agissait de faits spécieux que l'on pouvait balayer du revers de la main en invoquant d'autres données qui seraient plus pertinentes. Nous ne prétendons nullement que l'interprétation globale que nous avons proposée tienne lieu de dernier mot sur la question. Nous croyons cependant pouvoir légitimement soutenir que les résultats de nos recherches imposent une réinterprétation du duplessisme.

Comme en témoignent certains des textes de ce volume, notre interprétation globale de la période a, au contraire, suscité un contre-

²⁴ Jocelyn Létourneau, « L'histoire du Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie », *Cahiers internationaux de sociologie*, 90 (1991), pp. 67-87.

discours beaucoup plus prolix. Il y aurait une sorte de scandale dans le fait de soutenir que le Québec, de l'après-guerre jusqu'aux années 1960, ait été une société libérale. Il faudrait peut être rappeler notre point de départ à titre de sociologues. Nous avons soutenu que le concept de société paysanne, ou, comme on dit aujourd'hui, de société traditionnelle était inadéquat pour saisir la particularité du Québec durant la période. Or jusqu'ici, à notre connaissance, personne n'a voulu contester cette thèse. Tout se passe comme si on admettait au moins implicitement la validité de cette dernière, tout en contestant absolument que l'on puisse considérer le Québec d'alors comme société libérale ou, comme nous l'avons écrit, comme une société périphérique qui se reproduit sur la base d'un État libéral cléricalisé. Or si notre thèse paraît inadéquate, nous aimerions que l'on ose proposer un autre point de vue. ²⁵

²⁵ Comme d'autres ont pu le faire, par exemple Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome II Les Intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993 ; Gérard Boismenu, *Le Duplessisme. Politique économique et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981 et Jocelyn Létourneau. En ce qui concerne les deux derniers, voir leur contribution au présent volume.